



MAROC

PLAN

PRÉSENTATION GÉNÉRALE
ZONE ÉCONOMIQUE
LE MAROC EN BREF

INDICATEURS DE CONJONCTURE

POLITIQUES
DÉMOGRAPHIQUES
ÉCONOMIQUES
FISCALITÉ
COMMERCE
INVESTISSEMENT / DOING BUSINESS
RELATIONS INTERNATIONALES
CROISSANCE

RISQUES PAYS

COMMERCE
INVESTISSEMENT / DOING BUSINESS
COVID
MAROC & RESTE DU MONDE
SYNTHÈSE



| PRÉSENTATION GÉNÉRALE

ZONE ÉCONOMIQUE UMA

L'UMA a été fondée le 17 février 1989, date à laquelle le Traité constitutif de l'**Union du Maghreb Arabe (UMA)**, a été signé par les cinq Chefs d'États (Maroc, Algérie, Tunisie, Lybie et Mauritanie) à Marrakech. Le Sommet de Marrakech a été précédé de la réunion tenue par les cinq chefs d'État maghrébins à Zeralda (Algérie) le 10 juin 1988 au cours de laquelle il a été décidé de constituer une grande commission, chargée de définir les voies et moyens permettant la réalisation d'une Union entre les Cinq États du Maghreb arabe. Les travaux de cette grande commission ont constitué par la suite, le Programme de travail à court et à moyen termes de l'UMA.

Le Traité constitutif de l'UMA a fixé les objectifs suivants :

- La consolidation des rapports de fraternité qui lient les États membres et leurs peuples ; la réalisation du progrès et du bien-être de leurs communautés et la défense de leurs droits ;
- La réalisation progressive de la libre circulation des personnes, des services, des marchandises et des capitaux entre les États membres
- L'adoption d'une politique commune dans tous les domaines. En matière économique, la politique commune vise à assurer le développement industriel, agricole, commercial et social des États membres.
- L'institution d'une zone de libre-échange avec le démantèlement de l'ensemble des obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce entre les pays membres
- L'union douanière tendant à instituer un espace douanier unifié avec adoption d'un tarif extérieur commun vis-à-vis du reste du monde
- Le marché commun qui doit consacrer l'intégration des économies maghrébines avec la levée des restrictions à la circulation des facteurs de production à travers les frontières nationales des pays membres.

Les principaux organes : <https://maghrebarabe.org/fr/institutions-de-luma/>

- [Le Secrétariat général](#)
- [Le Conseil consultatif](#)
- [L'Instance judiciaire](#)
- [La Banque maghrébine d'investissement et de commerce extérieur](#)
- [L'Académie maghrébine](#)
- [L'Université maghrébine](#)

UMA - VUE D'ENSEMBLE

L'Union du Maghreb arabe (UMA) est une organisation économique et politique formée par les cinq pays dits du « Maghreb arabe » à savoir l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Tunisie ainsi que la Mauritanie.



	MAROC	ALGÉRIE	LIBYE	TUNISIE	MAURITANIE
Évaluation pays	B	D	E	C	C
Environnement des affaires	A4	C	E	B	D

1- MAROC EN BREF

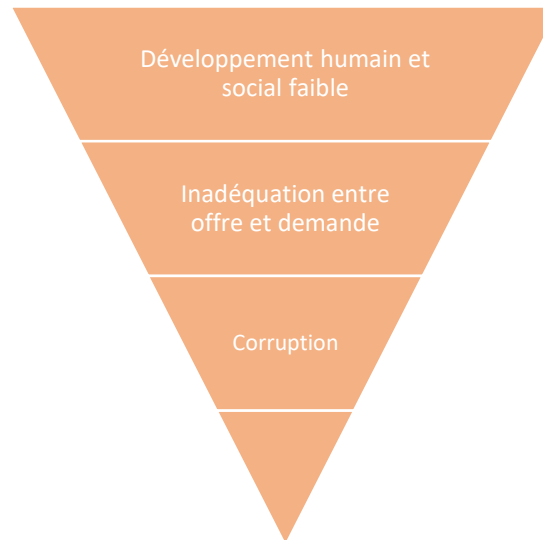
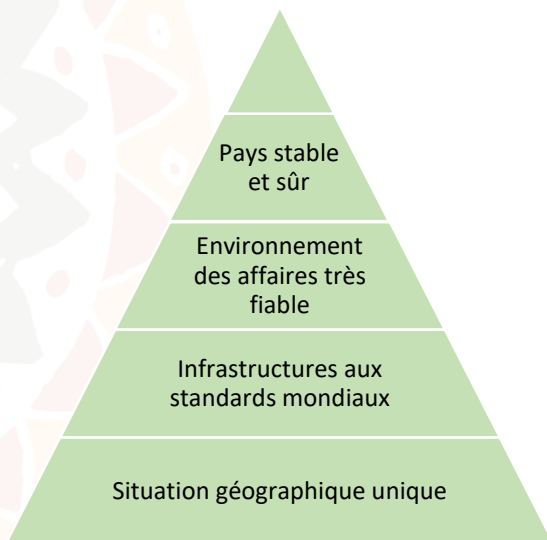
- **Pays** situé en Afrique du Nord
- **Superficie** : 710 000 km²
- **Population** : Casablanca (3.359.818) ; Fès (1.112.072) ; Tanger (947.952) ; Marrakech (928.850) ; Salé (890.403) ; Rabat (577.827) ; Meknès (520.428) ; Oujda (494.252) ; Kénitra (431.282) ; Agadir (421.844)
- **Capitale** : Rabat
- **Monnaie** : Dirham marocain
1 MAD = 0,1134 USD, 1 USD = 8,8218 MAD
1 MAD = 0,0922 EUR, 1 EUR = 10,8431 MAD
- **Langues** : Arabe et tamazight (berbère)
- **Autres langues**: 60% de la population parle l'arabe marocain alors que 30% à 40% parle la langue tamazighte (le berbère). Par ailleurs, il est important de noter que le français est la deuxième langue du Maroc et occupe une place très importante dans la vie publique. Enfin, l'espagnol est également parlé dans le nord du pays. L'anglais est principalement utilisé par les marocains ayant effectué leurs études à l'étranger (aux États-Unis principalement).
- **Pays frontaliers** : À l'est et au sud-est, le **Maroc** est limitrophe de l'Algérie. À l'extrême sud, se trouve la Mauritanie. À l'ouest-sud-ouest et à quelque distance de la côte atlantique se situent les îles Canaries tandis qu'à 672 km à l'ouest-nord-ouest du littoral **marocain**, on rencontre Madère. Au nord du détroit de Gibraltar se trouve l'Espagne
- **PIB 2020** : 123,78 Mds \$ (Source : FMI - World Economic Outlook Database, 2020)
- **Croissance PIB 2020** : 4,9% (Source : FMI - World Economic Outlook Database, 2020)
- **PIB par habitant** : 3 416\$ (Source : FMI - World Economic Outlook Database, 2020)
- **Niveau de développement** : IDH : 0,686
- **Inflation** : 0,8% (Source : FMI - World Economic Outlook Database, 2020)



1- LE MAROC EN BREF

Avec un peu plus de 36 millions d'habitants et un PIB estimé à 123 Mds de dollars en 2019, le Maroc est une économie solide en Afrique et dans le Maghreb aujourd'hui.

Positionné aujourd'hui tel un hub pour l'Afrique, Le Maroc dispose d'atouts majeurs comme le phosphate et le tourisme. L'aboutissement de plusieurs projets d'infrastructures d'envergure ainsi qu'une numérisation accrue des services justifient ces résultats très positifs enregistrés ces dernières décennies.



2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Politique

Liberté politique :

5/7

Libertés individuelles :

5/7

Source : [Liberté dans le monde 2019, Freedom House](#)

Le Maroc est une monarchie constitutionnelle avec un parlement élu. Le roi Mohammed VI est aux commandes depuis 1999.

Le pouvoir exécutif est partagé entre le gouvernement et le Roi. Le Premier ministre est élevé au rang de chef du gouvernement depuis l'adoption de la nouvelle Constitution en 2011 et il préside à ce titre le Conseil du gouvernement mais le Conseil des ministres continue d'être présidé par le roi. Le Conseil du gouvernement se compose de tous les ministres, ministres délégués et secrétaires d'État.

Le Parlement est composé de la Chambre des représentants (395 députés élus au suffrage universel direct pour cinq ans) et la Chambre des conseillers (120 membres élus au suffrage universel indirect pour six ans). Le Parlement vote les lois ; tout projet de loi doit être successivement examiné par les 2 chambres. Il partage en outre l'initiative des lois avec le gouvernement.

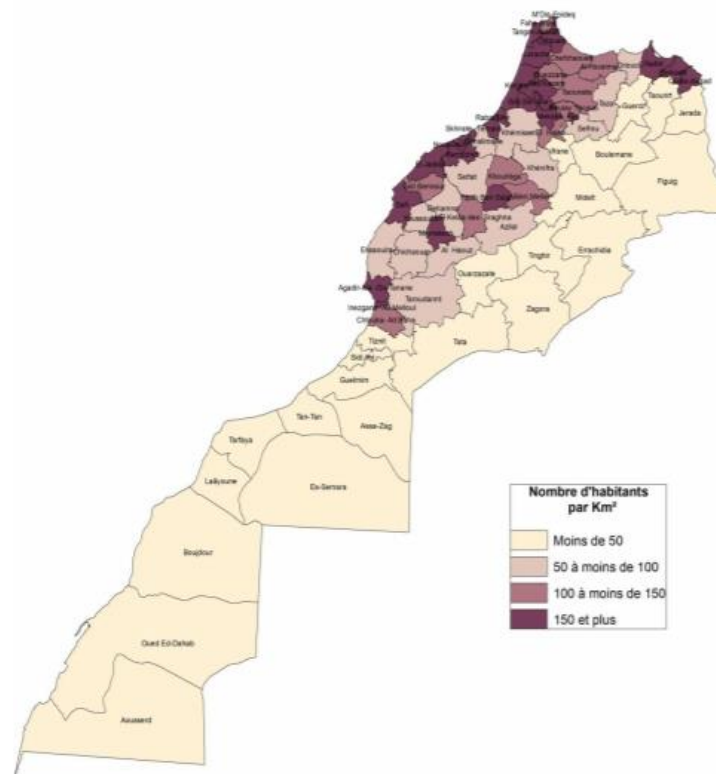
Liberté de la presse : 135/180

[Classement mondial de la liberté de la presse 2019, Reporters Sans Frontières](#)

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Démographie

- **Population totale** : 36 471 769
- **Accroissement naturel** : 1,2%
- **Population urbaine** : 63%
- **Densité** : 81 habitants / Km²
- **Âge moyen** : 25 ans
- **Espérance de vie** : Hommes : 75,2 Femmes : 77,9
- **Population active** : 12 270 000 millions (Source : CIA-World Factbook)
- **Taux d'activité** : 49,5% (Source : OIT, Laborstat - Yearly Statistics, 2017)
- **Origines ethniques** : Il n'existe pas de statistiques officielles, mais la population est majoritairement amazighe (berbère) et/ou arabe. D'autres ethnies sont également présentes au Maroc.
- **Religion** : L'Islam est la religion d'État, pratiquée par la quasi-totalité de la population. 90% des Marocains sont de confession musulmane sunnite, du rite malékite.
- **Taux d'alphabétisation** : 52,3%



2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Fiscalité

➤ **TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA) : 20%**

➤ **IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS (sur bénéfices):**

De 0 à 300 000 MAD : 10%

De 300 001 à 1 000 000 MAD : 20%

Au dessus de 1 000 000 MAD : 31% (28% pour les entreprises exerçant des activités industrielles avec un revenu imposable inférieur à 100 millions de dirhams)

Contribution minimum : L'IS doit être au minimum de 0,5% (ou 0,25% pour des produits spécifiques) du chiffre d'affaires et des autres revenus spécifiques (après 36 mois d'activité)

Lorsque le revenu courant, hors dotations aux amortissements, d'une entreprise est déclaré en position de perte pendant deux années consécutives au-delà de la période d'exemption de 36 mois, le taux applicable devient de 0,6%

Sociétés de crédit-bail et établissements de crédit, compagnies d'assurance et de réassurance : 37%

Possibilité ouverte aux entreprises du BTP ou de l'ingénierie pour des projets liés à des installations techniques ou industrielles : 8% du montant de leur contrat (net de la TVA et autres taxes similaires)

Entreprises opérant dans les «Zones d'accélération industrielle» : Entreprises installées dans la ZZI avant le 1er janvier 2021: après cinq ans d'exonération totale du chiffre d'affaires à l'exportation, 8,75% les 20 années suivantes, puis 15%.

Entreprises installées dans IAZ après le 1er janvier 2021: après cinq ans d'exonération totale du chiffre d'affaires à l'exportation, taux forfaitaire de 15%.

Entreprises avec un siège social régional ou international jouissant du statut CFC (Casablanca Finance City) (après cinq ans d'exemption totale, pour le chiffre d'affaires à l'exportation) : 8,75% (15% si le statut Casablanca Finance City est obtenu à partir du 1er janvier 2020)

Les entreprises opérant dans des régions spécifiques au Nord et au Sud du pays : 17,5%

Entreprises exportant des biens et des services dont le statut d'exonération fiscale a expiré après 5 ans : 17,5% (uniquement si la première opération d'exportation a eu lieu avant 2020; sinon aucune exonération ne s'applique et les entreprises sont taxées à 20%)

Taux réduit pendant les cinq premières années pour les salariés agricoles soumis à l'impôt sur les sociétés, les entreprises familiales, les sociétés minières, les écoles privées et les établissements d'enseignement : 17,5%

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Fiscalité

➤ **RETENUES À LA SOURCE :**

Dividendes : 15%; intérêts : 10% (un prêt accordé pour 10 ans ou plus est exempté de retenue à la source) ; redevances : 10%.

Les taux peuvent varier en fonction de conventions fiscales spécifiques.

➤ **CONTRIBUTIONS SOCIALES PAYÉES PAR L'EMPLOYEUR :**

Vieillesse (7,93%),

Maladie (0,67%), santé (4,11%), chômage (0,38%), famille (6,4%)

Formation professionnelle (1,6%) pour arriver à un total de 21,09% de la base salariale brute.

SOURCE : <https://portail.tax.gov.ma/wps/portal/DGI-Ang/Dgi-Internet-Ang/Home/>

COMPARAISON INTERNATIONALE DE LA FISCALITÉ DES ENTREPRISES

	Maroc	Moyen-Orient Afrique du Nord	USA	Allemagne
Nombre de paiements de taxes par an	6,0	17,0	10,6	9,0
Temps requis pour formalités administratives (heures)	155,0	208,2	175,0	218,0
Montant total des taxes en profit %	49,8	32,3	43,8	49,0

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Commerce

- **IMPORTATIONS DE BIENS : 50.734** Millions \$ (Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2019)
- **EXPORTATIONS DE BIENS : 29.132** Millions \$ (Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2019)
- **IMPORTATIONS DE SERVICES : 9.212** Millions \$ (Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2019)
- **EXPORTATIONS DE SERVICES : 18.713** Millions \$ (Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2019)
- **BALANCE COMMERCIALE (hors services) : -20.004** Millions \$ (Source : Banque Mondiale, 2018)
- **COMMERCE EXTERIEUR : 87,5 %** du PIB (Source : Banque Mondiale, 2019)

COMTRADE- Dernières données disponibles.

Principaux pays partenaires

Principaux fournisseurs (% des importations)		Principaux clients (% des exportations)	
	2019		2019
Espagne	15,6%	Espagne	24,1%
France	12,2%	France	21,6%
Chine	10,1%	Italie	4,7%
États-Unis	7,4%	États-Unis	4,0%
Italie	5,4%	Allemagne	3,2%
Voir plus de pays	49,3%	Voir plus de pays	42,5%

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Commerce

Principaux produits échangés

51,1 Mds USD de produits importés en 2019	
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	10,5%
Voitures de tourisme et autres véhicules...	4,3%
Gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux	2,9%
Fils, câbles isolés, y.c. les câbles coaxiaux, à...	2,5%
Parties et accessoires de tracteurs, véhicules...	2,3%
Voir plus de produits	77,5%

29,3 Mds USD de produits exportés en 2019	
Fils, câbles isolés, y.c. les câbles coaxiaux, à...	12,1%
Voitures de tourisme et autres véhicules...	11,7%
Engrais minéraux ou chimiques contenant deux ou...	8,7%
Pentaoxyde de diphosphore; acide phosphorique;...	4,8%
Costumes tailleurs, ensembles, vestes, robes,...	4,0%
Voir plus de produits	58,7%

| 2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Commerce

Principaux services échangés

16,6 Mds USD de services exportés en 2018	
Voyages +	46,77%
Transports +	21,10%
Autres services aux entreprises ... +	13,53%
Services de communication +	5,79%
Services informatiques et d'information +	4,26%
Services fournis / reçus des...	3,89%
Bâtiment et travaux publics +	2,68%
Services culturels et relatifs aux... +	0,83%
Services d'assurance	0,71%
Services financiers	0,41%
Redevances et droits de licence	0,03%

10,4 Mds USD de services importés en 2018	
Transports +	42,79%
Voyages +	19,32%
Autres services aux entreprises ... +	15,04%
Services fournis / reçus des administrations publiques	12,05%
Bâtiment et travaux publics +	5,10%
Services informatiques et d'information +	1,92%
Redevances et droits de licence	1,60%
Services de communication +	0,79%
Services financiers	0,56%
Services d'assurance	0,49%
Services culturels et relatifs aux... +	0,34%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

CROISSANCE

INDICATEURS DE CROISSANCE

Indicateurs de croissance	2018	2019	2020 (e)	2021 (e)	2022 (e)
PIB (milliards USD)	117,92	118,57e	112,22	123,78	130,30
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	3,0	2,2e	-7,0	4,9	3,5
PIB par habitant (USD)	3e	3e	3	3	3
Solde des finances publiques (en % du PIB)	-3,9	-4,1	-5,6	-5,1	-4,0
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	65,294	65,784	76,888	76,567	75,557
Taux d'inflation (%)	1,6	0,2	0,2	0,8	1,2
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-6,22	-4,92	-8,17	-6,46	-5,97
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-5,3	-4,2	-7,3	-5,2	-4,6

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

CROISSANCE

INDICATEURS DE CROISSANCE

Indicateurs socio-économiques	2020	2021 (e)	2022 (e)
Taux de chômage (%)	12,5	10,5	9,7

Indicateurs monétaires	2014	2015	2016	2017	2018
Dirham marocain (MAD) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	10,72	10,42	10,43	10,95	11,07

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Investissement / Doing Business

	Maroc	Afrique subsaharienne	États-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	9,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	2,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	7,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

NOTE:

*Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes.

**Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables.

*** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit.

Investissement Direct Etranger	2017	2018	2019
Flux d'IDE entrants (millions USD)	2.686	3.539	1.599
Stocks d'IDE (millions USD)	63.205	64.135	66.523
Nombre d'investissements greenfield*	91	71	111

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Relations avec la communauté financière internationale

Relations avec l'Union européenne

Le Maroc entretient des relations diverses avec l'UE depuis plusieurs années. La position géographique stratégique du Maroc lui confère un statut bien privilégié.

La Commission européenne a adopté il y a peu (2020) de nouveaux programmes de coopération à hauteur de 389 millions d'euros en appui au Royaume du Maroc afin de soutenir les réformes, le développement inclusif et la gestion des frontières et d'œuvrer au développement d'un « Partenariat euro-marocain pour une prospérité partagée ».

Ces nouveaux programmes comprennent :

- **289 millions d'euros** financés par l'enveloppe bilatérale de coopération pour appuyer les réformes et le développement inclusif du Maroc.
- La signature d'une convention de financement avec le Maroc pour un programme d'appui budgétaire de **101,7 millions d'euros** en soutien à la gestion des frontières. Ce [programme](#) a été adopté dans le cadre du Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique.

Source: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_19_6744

| 3- RISQUES DU PAYS

Commerce

LES COOPÉRATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES

Accord de libre-échange avec les États-Unis depuis 2005

Accord de libre-échange avec l'Union Européenne depuis 2004. En décembre 2009, le Maroc et l'UE ont signé [un accord](#) de libéralisation de leurs échanges commerciaux dans le domaine de l'agroalimentaire et de la pêche. Cet accord implique notamment la suppression des droits de douane pour 55% des importations totales en provenance du Maroc.

Le pays est également membre de [la Zone Arabe de libre-échange](#) (ZALE), un pacte de la Ligue arabe entré en vigueur depuis le 1er janvier 2005 qui vise à former une zone de libre-échange arabe.

Le pays a signé un [accord commercial](#) avec 21 autres pays dans le cadre du cycle de São Paulo du Système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC).

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_10_1138

<https://www.gafta.com/>

<http://investmentpolicy.unctad.org/international-investment-agreements/countries/142/morocco>

L'ÉVALUATION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

LE MAROC et l'OMC. https://www.wto.org/french/thewto_f/countries_f/morocco_f.htm

Les échanges commerciaux représentent 88% du PIB (Banque Mondiale, 2018). Les voitures ont dominé les exportations en 2018 (12,2%), suivies des câbles émaillés ou anodisés, des engrais, des vêtements, des services de transport et de voyage ainsi que des services aux entreprises. Les produits pétroliers représentaient la plus grande part des importations, suivis de l'automobile, du gaz, des fils et des câbles, des tracteurs et des services de transport et de voyage. Selon Reuters, au début de l'année 2019, les ventes du secteur de l'automobile représentaient 27,6% des exportations marocaines. Le pays accueille les usines de production des constructeurs automobiles français Renault et PSA et des fournisseurs de pièces détachées automobiles.

3- RISQUES DU PAYS

Investissement

Créer une entreprise	Maroc	Afrique subsaharienne
Procédures (nombre)	4,00	7,80
Temps (jours)	9,00	27,30

Sources : Doing business

<http://www.invest.gov.ma/?Id=1&lang=fr>

<http://www.amdie.gov.ma/>

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	34,1	21,8	44,0
Valeur ajoutée (en % du PIB)	11,4	26,0	50,0
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	-4,3	3,6	3,2

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

| 3- RISQUES DU PAYS

Covid-19

ITEM	LIEN / info
ÉVOLUTION ÉPIDÉMIE COVID 19	http://www.covidmaroc.ma/Pages/Accueilfr.aspx
MESURES SANITAIRES	http://www.covidmaroc.ma/Pages/Procedurfr.aspx
RESTRICTIONS SANITAIRES	https://ma.usembassy.gov/covid-19-information/
RESTRICTIONS IMPORT/EXPORT	http://www.douane.gov.ma/web/guest
PLAN DE RELANCE	http://covid19.interieur.gov.ma/ https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19#M
PLAN DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES	https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=119_119680-di6h3ggi4x&title=Covid-19_SME_Policy_Responses https://home.kpmg/xx/en/home/insights/2020/04/morocco-government-and-institution-measures-in-response-to-covid.html
PLAN DE SOUTIEN AUX EXPORTATEURS	https://www.finances.gov.ma/fr/Nos-metiers/Pages/news-dispositions-cve.aspx

3- RISQUES DU PAYS

Selon les prévisions du FMI d'octobre 2020, en raison de l'apparition du COVID-19, la croissance du PIB devrait tomber à -7% en 2020 et augmenter jusqu'à 4,9 % en 2021, sous réserve de la reprise économique mondiale post-pandémique.

Après une baisse au cours de la récession mondiale, les flux d'IDE vers le Maroc ont augmenté entre 2013 et 2015, dépassant les 3 milliards USD par an. Cependant, selon [le Rapport sur l'investissement dans le monde 2020 de la CNUCED](#), les flux d'IDE vers le Maroc ont diminué de 55% pour atteindre 1,6 milliard de dollars en 2019. Le stock d'IDE a atteint 66 milliards de dollars en 2019, soit une augmentation de plus de 20 milliards de dollars par rapport au niveau de 2010. Selon les données de l'Office marocain des changes, l'Irlande a remplacé la France et est maintenant le plus grand investisseur au Maroc, une première dans l'histoire du pays. Cela s'explique principalement par le rachat de Saham Assurances par le sud-africain Sanlam via son entité dédiée à la gestion d'actifs basée en Irlande pour un montant de 1 milliard d'USD. Par conséquent, le secteur de l'assurance a obtenu la part du lion en termes d'IDE en 2018, recevant 20,9% des flux. Cela étant dit, l'industrie manufacturière représente la plus grande part des stocks d'IDE, suivie par les secteurs de l'immobilier, des télécommunications, du tourisme et de l'énergie.

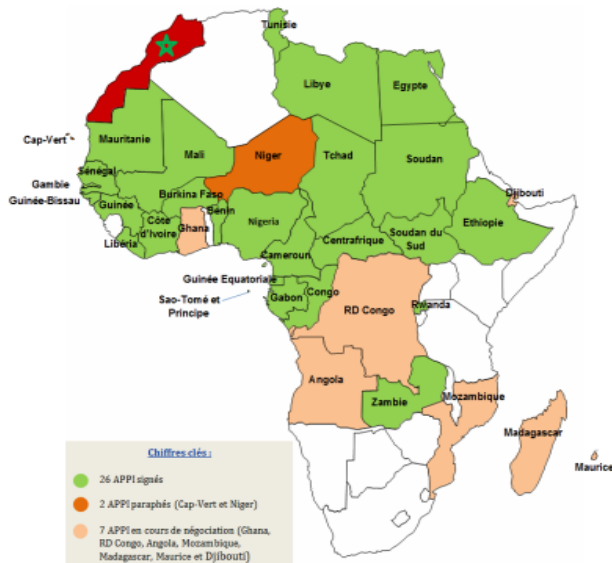
Le Maroc a lancé un vaste programme de modernisation économique (Plan d'Accélération Industrielle 2014-2020) afin d'attirer davantage d'IDE. Casablanca aspire, en particulier, à devenir un centre financier international. La construction de la Centrale solaire de Ouarzazate, qui devrait devenir la plus grande centrale solaire au monde avec une capacité totale à terme de 510 MW, est l'un des investissements d'infrastructure les plus importants, non seulement au Maroc, mais dans toute l'Afrique. Quantum Global a classé le Maroc comme le pays le plus attractif pour les investissements étrangers en Afrique dans l'édition 2018 de son Indice d'Investissement en Afrique. De plus, dans le [rapport Doing Business 2020](#) de la Banque Mondiale, le Maroc se classe au 53ème rang sur 190 économies, en progression de 7 places par rapport à 2019 et de 40 places depuis 2012. Cette progression a été réalisée grâce à une amélioration de l'accès à l'électricité (en généralisant les démarches sur internet pour l'ouverture de nouvelles lignes et en augmentant l'utilisation de transformateurs préfabriqués). Le traitement des demandes de permis de construire a aussi été facilité par l'amélioration de la plateforme en ligne dédiée à ce type de demande.

4- MAROC / AFRIQUE

Accords récents

Depuis la réintégration du Royaume à l'**Union africaine**, les accords avec les pays africains se sont multipliés. À ce jour, on compte pas moins de 1000 accords de coopération signés. Le Maroc a notamment signé l'accord de création de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) en mars 2018. Le volume des investissements marocains à destination des pays africains a considérablement augmenté. La progression des investissements marocains en Afrique n'aurait pas été possible sans l'existence d'un corpus juridique, composé d'accords de coopération dans plusieurs domaines d'intérêt commun dont les accords de promotion et de protection réciproques des investissements (APPI).

Zoom sur les APPI conclus en Afrique



Les APPI conclus entre le Maroc et les pays africains ont pour objectif de créer un environnement juridique stable et favorable au développement des investissements, en prévoyant des clauses qui constituent des obligations en matière de protection des investisseurs et de leurs investissements par l'Etat d'accueil durant leur présence sur son territoire. L'essentiel de ces clauses concerne :

- La clause « **du traitement juste et équitable** » qui offre aux investisseurs un traitement conforme aux normes internationales minimales ancrées dans le droit international coutumier ;
- La clause du « **traitement national** » qui assure la non discrimination entre les investisseurs étrangers et les investisseurs nationaux ;
- La clause de la « **nation la plus favorisée** » qui garantit que les investisseurs étrangers et leurs investissements ne sont pas moins bien traités que tout autre investisseur étranger et ses investissements ;

| 4- MAROC / AFRIQUE

Accords récents

À ce jour, le Maroc est signataire de 78 conventions fiscales de non double imposition dont 21 conclues avec d'autres pays africains. A noter que ces conventions de non double imposition ne sont pas encore toutes entrées en vigueur. Ainsi, sur les 21 conventions signées avec les Etats africains, seules 7 (dont 1 multilatérale) sont entrées en vigueur, il s'agit de :

- 11 conventions ratifiées par le Maroc mais non encore en vigueur, à savoir celles conclues avec le Burkina Faso, le Cameroun, le Congo Brazzaville, l'Ethiopie, le Ghana, la Guinée Bissau, Madagascar, le Rwanda, Sao Tomé et Príncipe, le Soudan du Sud et la Zambie
- 3 conventions sont signées mais non encore ratifiées par le Maroc. Il s'agit des conventions avec le Bénin, le Libéria et l'île Maurice
- Un peu plus d'une dizaine de conventions sont actuellement paraphées mais non encore signées. Il s'agit des conventions conclues avec l'Afrique du Sud, l'Angola, le Cap-Vert, Centrafrique, le Congo Kinshasa, la Gambie, le Nigéria, les Seychelles, le Soudan, le Tchad et le Malawi

Il est à noter également que 3 autres conventions sont en cours de négociation à savoir celles avec la Tanzanie, la Guinée Equatoriale et le Niger.

5- SYNTHÈSE

Ces dernières années, l'économie marocaine a été caractérisée par une stabilité macroéconomique et un faible niveau d'inflation. L'économie marocaine reste solide et repose principalement sur les exportations, le dynamisme de l'investissement privé et le tourisme. La croissance du PIB a toutefois ralenti depuis 2014 et a atteint 2,2 % en 2019, contre 3 % en 2018. D'après la Banque Mondiale, ce ralentissement est principalement dû à la volatilité du secteur agricole et une croissance faible du secteur tertiaire.

Le déficit budgétaire s'est stabilisé en 2019 (-4 %) et devait se réduire à -3,5 % en 2020 et 2021. Les dépenses publiques ont augmenté sous la forme d'investissements publics plus importants (les dépenses en capital ayant augmenté de 6 %). En mai 2019, lors d'une conférence nationale sur la fiscalité, un consensus autour d'une révision globale du système fiscal marocain a été discuté. Pour l'instant, les subventions nationales se poursuivent, notamment pour le GPL. Le gouvernement veut également contrôler la masse salariale (en augmentation) en réorganisant les ressources humaines. En outre, le Maroc ne parvient pas à résoudre le problème croissant de l'évasion fiscale, la fuite des capitaux étant estimée à environ 37 milliards de dirhams au cours des dix dernières années. La dette publique brute devrait s'établir à 76% du PIB en 2020, selon la Banque mondiale. Le taux d'inflation a atteint un faible niveau en 2019 (0%) et devrait augmenter en 2020 (0,7 %).

Le chômage devrait reculer après la reprise post-pandémique. Cependant, le taux de chômage reste élevé (12,7%) au troisième trimestre 2020. Selon le Haut-Commissariat au Plan marocain, il touche particulièrement les jeunes (26% chez les 15-24 ans) et les jeunes diplômés. Le taux de pauvreté demeure l'un des plus élevés de la région méditerranéenne alors que 15% de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté. Il y a également de grandes différences de niveaux de développement entre les différentes régions. Le FMI prévoit que la tendance du chômage sera fortement affectée par l'impact économique négatif de la pandémie de Covid-19, le taux devrait toutefois diminuer à 10,5 % en 2021.